

# 1 Rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale pour soumettre à votre approbation les projets de résolutions que nous vous présentons ci-après.

Vous entendrez, préalablement à votre vote, la lecture des rapports des commissaires aux comptes, Monsieur Jean-Charles SIMON, représentant le Cabinet KPMG Audit et Madame Amélie WATTEL, représentant le Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit, commissaires aux comptes titulaires, sur ces projets de résolutions.

Les rapports des commissaires aux comptes ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

## 1.1. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

### PREMIÈRE À TROISIÈME RÉOLUTIONS

#### **Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, résultat de l'exercice et proposition d'affectation**

Nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils vous sont présentés et vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui se monte à 22 320 801,93 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 379 489 056 euros, constitue un montant disponible de 401 809 857,93 euros, ainsi qu'il suit :

*En euros*

Aux actionnaires, un dividende brut de 1 euro par action	14 032 930,00
Au poste report à nouveau	387 776 927,93
<b>TOTAL</b>	<b>401 809 857,93</b>

Le dividende global brut revenant à chaque action serait fixé à 1 euro.

Lorsque le dividende est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13 et 158 du code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le dividende serait payé le 15 mai 2019 directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire de Caceis.

La date de détachement du coupon serait fixée au 13 mai 2019.

Il sera précisé que les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société au jour du détachement du coupon seront affectées au report à nouveau.

### QUATRIÈME ET CINQUIÈME RÉOLUTIONS

#### **Approbation des conventions et engagements visés par les articles L. 225-38 et suivants du code de commerce**

Nous vous demandons d'approuver les conventions et engagements réglementés nouveaux présentés dans le rapport spécial des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-40 du code de commerce et notamment l'engagement pris par la Société en faveur de Monsieur Jean-Paul TORRIS, Directeur Général, au titre du

régime de retraite à prestations définies dont il bénéficie, l'octroi de financements à la société S.B.M.S et l'acquisition de la totalité des actions composant le capital social de la société SOGEPS.

## SIXIÈME À VINGT-TROISIÈME RÉOLUTIONS

### Commissaires aux comptes

Le mandat de Commissaire aux comptes titulaire de KPMG Audit ID et de Commissaire aux comptes suppléant de KPMG Audit IS arrivent à expiration à l'issue de la prochaine assemblée. Nous vous proposons de nommer KPMG SA en qualité de Commissaire aux comptes titulaire. De plus, depuis la loi du 9 décembre 2016 dite « loi Sapin 2 » il n'est plus obligatoire de nommer un Commissaire aux comptes suppléant lorsque le Commissaire aux comptes titulaire est une personne morale pluripersonnelle. Nous vous proposons de ne pas renouveler ni remplacer le Commissaire aux comptes suppléant dont le mandat est arrivé à expiration.

### Composition du Conseil d'Administration

Afin de respecter les dispositions légales relatives à la mixité au sein des Conseils d'administration et dans la mesure où il n'est pas possible de procéder à des nominations d'Administrateurs supplémentaires entre deux assemblées générales, Monsieur Jean-Yves PRIEST a proposé de démissionner de son mandat d'Administrateur en cours d'année, afin de permettre la cooptation d'une femme au Conseil d'Administration : nous vous demandons de ratifier la cooptation de Madame Agnès BUREAU-MIRAT. Nous vous précisons par ailleurs que Madame Agnès BUREAU-MIRAT a fait part de sa volonté de ne pas voir son mandat renouvelé pour des raisons de convenance personnelle.

Les mandats de la totalité des 14 Administrateurs composant le Conseil d'Administration arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Nous vous proposons de renouveler les mandats des Administrateurs suivants pour une période d'un an soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 : Mesdames Clare CHATFIELD, Dominique DAMON, Béatrice GIRAUD, Martine LIAUTAUD et Malika HAIMEUR, et Messieurs Alex BONGRAIN, Armand BONGRAIN, Pascal BRETON, Xavier GOVARE, Christian MOUILLON, Ignacio OSBORNE et Jean-Michel STRASSER ainsi que la société Savencia Holding.

Nous vous demandons également de nommer Madame Anne-Marie CAMBOURIEU et Monsieur Jean-Yves PRIEST en qualité d'Administrateurs pour une période d'un an soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

### Anne-Marie CAMBOURIEU

Diplômée en Droit et en Management des Ressources humaines, Madame Anne-Marie CAMBOURIEU a exercé sa vie professionnelle dans des Groupes d'envergure internationale et dans des domaines d'activité variés : PHILIPS, WHIRLPOOL, DANONE, BULL, ACCOR et NEXANS depuis 2012. Elle a dirigé des projets structurants en ressources humaines tels que notamment la conduite de restructurations significatives, la transformation organisationnelle, la gestion des talents et le développement du leadership dans des environnements et cultures internationaux. Le Conseil d'Administration a considéré que Madame Anne-Marie CAMBOURIEU était indépendante.

## VINGT-QUATRIÈME À VINGT-SIXIÈME RÉOLUTIONS

### Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué

Conformément aux dispositions du code de commerce, il vous est demandé d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé en raison de leur mandat à Messieurs Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration, Jean-Paul TORRIS, Directeur Général et Robert BRZUSZAK, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (paragraphe 1.2.3).

## VINGT-SEPTIÈME RÉOLUTION

### Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'Administration au Directeur Général et au Directeur Général Délégué à compter de l'exercice 2019

Conformément aux dispositions du code de commerce (article L. 225-37-2) il vous est demandé d'approuver les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération et les avantages attribuables au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué, à compter de l'exercice 2019.

## VINGT-HUITIÈME RÉSOLUTION

### **Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour le rachat par la Société de ses propres actions**

Nous vous demandons d'approuver la reconduction pour 18 mois de l'autorisation précédemment donnée au Conseil par l'assemblée d'avril 2018 pour que la Société puisse procéder au rachat de ses propres actions, et ce à concurrence de 10 % maximum du capital social de la Société au jour du rachat, compte tenu des rachats effectués au cours des exercices antérieurs.

Ces rachats pourront être effectués pour les objectifs ci-après, conformément à la réglementation en vigueur :

- la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats

de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ;

- la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions ;
- l'animation du marché des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation ;
- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe.

Le montant maximum des fonds consacrés à ce programme de rachat serait de 196 461 020 euros, le prix maximum d'achat des actions ne devant pas être supérieur à 140 euros par action.

## 1.2. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

## VINGT-NEUVIÈME RÉSOLUTION

### **Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du code de commerce**

Nous vous demandons de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration, en vue d'annuler, en une ou plusieurs fois, des actions acquises par la société en application de dispositions de l'article L. 225-209 du code de commerce.

Cette autorisation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 24 mois.

10 % de son capital à la date d'utilisation de la présente délégation, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du code de commerce ne sont pas applicables, pour procéder à une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission d'actions ordinaires de la société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Cette délégation sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

## TRENTIÈME RÉSOLUTION

### **Délégation à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10 % du capital, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de titres de valeurs mobilières donnant accès au capital**

Nous vous demandons de renouveler la délégation conférée au Conseil d'Administration, dans la limite de

## TRENTE ET UNIÈME RÉSOLUTION

### **Modification des statuts pour permettre la désignation de Censeurs**

Nous vous proposons de modifier les statuts de la société afin de permettre la désignation de Censeurs. Il s'agit pour le Conseil de pouvoir se doter de compétences et d'expertises non présentes et incarnées par des personnes qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas être Administrateurs notamment pour des questions de disponibilité, de cumul de mandats, d'âge mais également de permettre à des candidats potentiels aux fonctions d'Administrateur de parfaire leur expérience et leur connaissance du Groupe.